



REPUBLIQUE FRANCAISE

LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

ARRETE DU MAIRE

portant sur

l'alignement des immeubles situés 24, 26 et 28 rue Georges Brassens

Le Maire de la commune d'ISBERGUES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales,

Vu le décret n° 64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés de collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3111.1,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 421-1 et suivants,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L. 112-1 à L. 112-8 et L. 141-3,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la commune d'Isbergues approuvé le 26 juin 2008, complété le 18 décembre 2008 et modifié le 30 mai 2023,

Considérant la pétition en date du 26 janvier 2024 par laquelle LBMB Notaires, 25, avenue Marceau 75116 PARIS, demande l'alignement des propriétés sises en la commune d'ISBERGUES 24, 26 et 28 rue Georges Brassens (cadastrée section 110 AC parcelle numéro 809),

ARRETE

Article 1^{er} : Le pétitionnaire est autorisé à effectuer les travaux compris dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions générales ci-dessus visées et aux conditions spéciales suivantes :

Alignement actuel à conserver.

Article 2 : Le présent arrêté ne dispense pas le pétitionnaire de l'obtention du permis de construire ou d'une déclaration préalable.

Article 3 : Tout dépôt de matériaux sur le sol de la voie publique est formellement interdit.


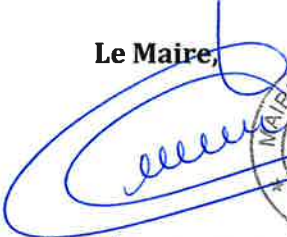
Article 4 : Le pétitionnaire sera responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de l'exécution des travaux et devra prendre les précautions nécessaires pour les prévenir.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à LBMB Notaires à PARIS.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié par voie électronique sur le site de la ville, il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Fait à ISBERGUES, le 22 FEV. 2024

Le Maire,



David THELLIER

Publié le 23 FEV. 2024